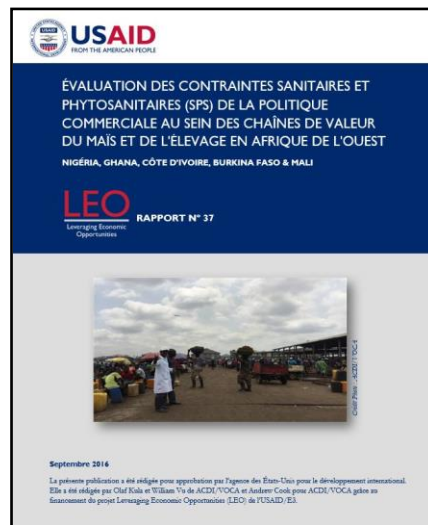




ÉVALUATION DES CONTRAINTES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES (SPS) DE LA POLITIQUE COMMERCIALE AU SEIN DES CHAÎNES DE VALEUR DU MAÏS ET DE L'ÉLEVAGE EN AFRIQUE DE L'OUEST

RÉSUMÉ 2 : CHAÎNE DE VALEUR DE L'ÉLEVAGE

Le Bureau pour la sécurité alimentaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a commandé l'étude *Evaluation of Trade Policy Constraints within the Maize and Livestock Value Chains in West Africa* par l'intermédiaire du projet Leveraging Economic Opportunities (LEO)¹. L'étude constitue l'une des trois évaluations régionales menées dans les régions d'Afrique orientale, méridionale et occidentale afin d'identifier les principales contraintes sanitaires et phytosanitaires (SPS) en matière de commerce au sein des chaînes de valeur prioritaires de l'Initiative alimentaire pour l'avenir et afin d'évaluer les opportunités d'investissement liés aux aspects SPS. Concernant l'Afrique de l'Ouest, l'étude portait sur le Nigeria, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Mali. Ce résumé identifie et examine les principaux problèmes SPS dans le secteur de l'élevage, qui comprend le bétail, les petits ruminants et la volaille, en Afrique de l'Ouest.



CONTRAINTES SPS SUR LE COMMERCE

Bovins et petits ruminants

Programmes de vaccination plus adéquats. Malgré la nette amélioration de la santé des ruminants au cours des décennies, cette dernière demeure faible selon les normes internationales. Les gouvernements organisent des campagnes nationales de vaccination contre les principales maladies infectieuses, mais la couverture n'atteint pas toujours le niveau d'environ 80 % qui garantit l'immunité du cheptel.

Difficultés de mise en place de cabinets vétérinaires privés

Bien que les pays de la CEDEAO encouragent les vétérinaires à ouvrir des cabinets privés, le coût élevé est un frein. Par conséquent, les cliniques vétérinaires sont plus rares dans les zones les plus reculées, ce qui limite les soins vétérinaires et entraîne un recours plus fréquent à l'utilisation de médicaments informels à usage vétérinaire. Concernant l'élevage, les maladies touchant les bovins, les petits ruminants et la volaille réduisent la productivité et entraînent une augmentation de la mortalité pouvant atteindre 30 %.

Les normes et pratiques SPS sont encore largement inadéquates pour générer des exportations à l'échelle internationale en provenance d'Afrique de l'Ouest à court terme. La promotion du commerce devra privilégier le niveau régional et national.

¹ Pour de plus amples informations sur le projet LEO et pour accéder à l'intégralité des études concernant l'Afrique orientale, occidentale et méridionale, rendez-vous sur www.microlinks.org/leo.

Homologation lente des médicaments vétérinaires. Au Burkina Faso, le gouvernement a fait preuve de lenteur dans l'approbation de l'importation d'une gamme de médicaments vétérinaires pour différents besoins. Les retards limitent la concurrence sur le marché intérieur entre des produits substituables et maintiennent ainsi des prix élevés. Les propriétaires de troupeaux réagissent par une utilisation réduite de produits homologués et en se tournant vers des médicaments non homologués importés illégalement, qui peuvent être inertes ou nuisibles. La santé des animaux en subit donc les conséquences.

Nécessité de contrôles renforcés aux frontières pour préserver la santé animale. La plupart des postes-frontières manquent d'installations de quarantaine, celles-ci étant tombées en désuétude ou ayant disparu dans une large mesure depuis l'éradication de la peste bovine dans les années 1990. Par conséquent, les contrôles sanitaires sur les animaux aux frontières sont dénués de sens et le personnel se retrouve parfois à recouvrir plusieurs fonctions, ce qui complique le suivi de la qualité.

Nécessité d'améliorer la production nationale de vaccins, leur gestion et leur distribution. La production nationale de vaccins dans les pays mentionnés est extrêmement limitée, les niveaux atteints ne représentant souvent qu'une fraction des objectifs (d'environ 80 % tel qu'énoncé précédemment) pour un contrôle efficace des maladies. Les faibles niveaux de production découlent de facteurs tels que les subventions limitées, le mauvais entretien des appareils de fabrication de vaccins, et les ressources peu fiables et onéreuses (par exemple l'eau et l'électricité) nécessaires à leur fabrication.

Les normes et pratiques SPS inadéquates empêchent les exportations en provenance d'Afrique de l'Ouest à court terme. Des acheteurs du Moyen-Orient et d'autres pays africains ont manifesté leur intérêt et même élaboré des stratégies en partenariat avec les pays de la CEDEAO afin d'acheter des moutons et des chèvres abattus, mais ont été dissuadés après avoir vu les abattoirs et les conditions et pratiques d'abattage. Il existe un potentiel d'exportation à grande échelle, mais des améliorations significatives seront nécessaires. Les abattoirs et les dalles d'abattage sont des sites de contamination de carcasses saines par celles contaminées. L'élimination des animaux malades est mal contrôlée. Ce potentiel restera inexploité tant qu'un État membre ne construira pas ni n'exploitera un abattoir conforme aux normes SPS de ces pays, ou ne créera pas les conditions favorables à l'investissement dans une telle installation.

Il n'existe aucun système de traçabilité malgré les préoccupations d'une classe moyenne en pleine expansion et toujours plus affluente quant à l'origine de la viande. L'absence d'un système de traçabilité pour les animaux d'élevage est imputable à plusieurs raisons, l'une étant une chaîne de valeur comportant de multiples liens, allant d'un éleveur du Sahel à un consommateur dans un pays côtier, ce qui rend l'obtention et le suivi des informations difficiles et peu fiables. Cependant, avec l'augmentation de la croissance des revenus et de l'urbanisation dans ces pays, les consommateurs exigeront probablement plus d'informations sur les origines de leur viande et veilleront à ce qu'elle soit exempte de contamination.

Chaîne de valeur de la volaille

La plupart des pays d'Afrique de l'Ouest sont loin d'être autosuffisants dans la production de volaille et devront compter sur les importations alors que la consommation de volaille ne cesse de progresser. Parallèlement à la consommation de viande rouge, les consommateurs d'Afrique de l'Ouest au niveau de vie croissant achèteront toujours plus de viande blanche. La production nationale de poules pondeuses et de poulets de chair est encore nettement insuffisante, et des pays tels que le Ghana devront dépendre des importations internationales à moins qu'ils ne soient en mesure de produire beaucoup plus de maïs.

Soixante à soixante-dix pour cent du coût de la production de volaille est imputable à l'alimentation au maïs. Le maïs fourrager provenant pour l'essentiel des pays côtiers où les conditions humides sont plus propices à l'aflatoxine, la détection et le contrôle de la propagation de cette mycotoxine deviennent un problème épineux. Les producteurs de volaille pâtissent de la mortalité et de la morbidité de leurs oiseaux, et les consommateurs souffrent du coût pour leur santé.

La grippe aviaire et les épidémies similaires peuvent entraîner la décimation du secteur de la volaille d'un pays pendant de longues périodes. Sans mesures de biosécurité efficaces, les épidémies telles que la grippe aviaire peuvent survenir ou réapparaître. Les producteurs sont contraints de détruire la totalité de leurs élevages et d'abandonner leurs moyens de subsistance, ne percevant souvent que de faibles indemnités et subissant des retards de paiement. Ces épidémies affectent sévèrement tous les acteurs de la chaîne de valeur, les consommateurs réduisant leur demande de viande blanche jusqu'à l'éradication de la maladie.

OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT

À la lumière de ces résultats, le tableau ci-dessous identifie, étaye et propose des mesures prioritaires et des investissements généraux pour répondre aux questions SPS pertinentes à la chaîne de valeur de l'élevage. Ces investissements visant à éliminer les obstacles SPS au commerce couvrent les secteurs public et privé. Une explication plus détaillée des investissements peut être consultée dans le rapport.

Tableau 1 - Opportunités d'investissement dans la chaîne de valeur de l'élevage

	Investissements	Pays visés
Priorité	Rétablir le système para-vétérinaire sous l'encadrement de vétérinaires agréés publics et / ou privés. Les para-vétérinaires ou les travailleurs dans la santé animale au niveau communautaire disposant de vaccins et formés à leur utilisation pourraient augmenter considérablement les taux de vaccination des animaux, mais il convient d'être attentif à la viabilité financière de ces initiatives.	Nigeria, Ghana, RCI, Burkina Faso
	Soutenir la modernisation de la chaîne de l'élevage sahélien près des centres urbains, y compris les engraisseurs, les éleveurs qui investissent dans des races croisées, l'amélioration des mélanges d'aliments et de fourrage, et la traçabilité afin d'approvisionner les supermarchés régionaux en produits de qualité supérieure et non contaminés.	Initialement au Mali, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigeria, puis dans le reste de la CEDEAO.
	Octroyer des subventions à coûts partagés visant à soutenir la modernisation des abattoirs privés et obtenir des normes de qualité pour les marchés internes et d'exportation haut de gamme.	Nigeria, Ghana, RCI, Burkina Faso
	Former les prêteurs et les producteurs de volaille à petite échelle aux risques biologiques et autres contrôles sanitaires.	Tous les pays d'Afrique de l'Ouest

Avertissement : Le présent document a été rédigé pour approbation par l'Agence des États-Unis pour le développement international. Il a été élaboré par ACDI/VOCA grâce au financement du projet Leveraging Economic Opportunities (LEO). Les points de vue formulés dans le présent document ne reflètent pas nécessairement l'avis de l'Agence des États-Unis pour le développement international ou du gouvernement des États-Unis.